

La Présidence française du Conseil de l'Union européenne face à la **double urgence** énergétique et climatique



briefing presse

**réseau
action
climat** france

Présidence française du Conseil de l'Union européenne face à la double urgence énergétique et climatique

En mars, la Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) entre dans sa dernière ligne droite avant une coupure exigée par l'élection présidentielle française. À partir du 26 mars et jusqu'au mois de mai, aucun événement politique d'ampleur ne sera tenu sur les questions du climat, de l'environnement ou de la biodiversité dans le cadre de la PFUE. Par ailleurs, la guerre déclenchée par la Russie en Ukraine souligne une fois de plus l'urgence d'accélérer la transition énergétique du continent européen afin de rompre avec sa dépendance aux énergies fossiles -gaz fossile, pétrole et charbon- et au nucléaire dans les plus brefs délais. Les cinquante premiers jours de la PFUE n'ont pas abouti à des avancées concrètes sur le climat, bien que les négociations se soient accélérées, notamment lors du Conseil informel des Ministres de l'environnement d'Amiens en janvier. **Pour Emmanuel Macron, le mois de mars est la dernière chance de « verdir » le bilan de son quinquennat en décrochant des victoires à l'échelle européenne et de projeter l'Europe dans la transition énergétique.**

Calendrier

Cela explique l'agenda politique très dense prévu en mars :

- **Les 7 et 8 mars** : Conférence européenne du climat à Nantes.
- **Les 10 et 11 mars** : « Sommet exceptionnel » des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne à Versailles.
- **Le 15 mars** : Conseil des ministres européens des Affaires économiques et financières à Bruxelles.
- **Le 17 mars** : Conseil des ministres européens de l'environnement à Luxembourg.
- **Les 24 et 25 mars** : Conseil européen réunissant les Chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne à Bruxelles.

Au menu des négociations

- **La crise des prix de l'énergie**, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, devrait être au cœur des débats des ministres européens de l'environnement. Après une première réunion extraordinaire des ministres de l'énergie le 28 février, des avancées seront attendues durant le mois de mars. Les 27 devraient accélérer la mise en œuvre du Green Deal européen à travers le **paquet climat européen « Fit for 55 »**, chantier indispensable pour rompre la dépendance de l'Union vis-à-vis des énergies fossiles. Parmi les dossiers clés : **les Directives énergies renouvelables et efficacité énergétique** ou encore **les normes de CO₂ des véhicules**.
- Autre législation européenne chère à Paris, **le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières** sera débattu entre les ministres européens de l'économie le 15 mars. Vrai totem électoral pour Emmanuel Macron, cette proposition est affichée comme la priorité « climat » de la PFUE, malgré un gain climatique faible s'il n'est pas accompagnée d'un arrêt des permis à polluer gratuits pour l'industrie européenne.

- Dans le contexte de hausse des prix, une autre négociation s'annonce très sensible : la négociation de l'extension du **marché carbone aux carburants et au chauffage** qui, augmenterait le coût payé par les ménages, dont les plus modestes, à la pompe ou à leur domicile lorsqu'ils se chaufferont au fioul ou au gaz fossile, à travers un prix du CO₂ progressif. Un dossier sensible, trois ans après le mouvement des gilets jaunes.
- Au-delà des dossiers « climat », Emmanuel Macron voudrait mettre à l'agenda la réforme des **règles budgétaires européennes et du Pacte de Stabilité et de Croissance** lors du Sommet des Chefs d'État et de gouvernement à Versailles les 10 et 11 mars afin de pousser ses partenaires européens à ouvrir les vannes à l'investissement public. La possibilité d'investir davantage dans la transition écologique serait utile, mais la France y voit surtout un moyen de relancer son programme nucléaire.
- Enfin, l'agenda pro-nucléaire de la France risque de continuer de polluer les débats européens, notamment à travers la **taxonomie européenne**, où la France a porté avec succès l'inclusion du nucléaire et du gaz fossile comme énergie verte en Europe. Le conflit avec la Russie devrait pourtant conduire la Commission et les États membres à **revoir en profondeur la taxonomie européenne**.

Une PFUE parasitée par la présidentielle ?

Outre la guerre en Ukraine, l'élection présidentielle s'invite au menu de la PFUE. Le Sommet exceptionnel convoqué les 10 et 11 mars à Versailles se tiendra exactement un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle, tandis que le Conseil européen (la réunion trimestrielle des Chefs d'État et de gouvernement) se tiendra seulement 15 jours avant. Si des avancées peuvent être obtenues, **le risque est grand que le Président-candidat Emmanuel Macron se contente de déclarations politiques faibles ou de victoires symboliques sur le climat**, comme sur le mécanisme carbone aux frontières, afin de redorer son image de *leader* du climat et de l'Europe.

SOMMAIRE

Le paquet climat européen : la clef pour rompre avec la vulnérabilité énergétique européenne	4
La taxonomie européenne ou le choix de la dépendance aux énergies fossiles	
L'impératif d'accélérer la transition énergétique	
Veto de la Pologne sur le paquet ?	
La taxe carbone aux frontières, le risque d'une coquille vide pour le climat	7
Calendrier	
Un totem électoral qui occulte les vraies réformes pour le climat	
Un accord rapide en vue des élections au détriment du climat ?	
Le marché carbone pour les carburants et le chauffage (ETS 2) : risque social et politique en vue pour la PFUE	9
Calendrier	
Un dossier explosif politiquement	
Les ingrédients du cocktail « gilets jaunes » réunis	
Sortie par le haut ? Préparer plutôt que réparer	
Les freins de Paris sur la fin de vente des véhicules essences, diesels et hybrides neufs en 2035	11
Calendrier	
La France, le pied sur le frein	
Une position française à l'encontre du climat et de l'emploi	
Révision des règles budgétaires européennes : quelle place pour le climat ?	12
Calendrier	
Rapport de force difficile	
L'opération pro-nucléaire de la France qui pollue la PFUE	14
Conférence sur le « nucléaire et la finance durable », la France divise	
CONTACTS PRESSE	14

Le paquet climat européen : la clef pour rompre avec la vulnérabilité énergétique européenne

La guerre déclenchée par la Russie en Ukraine et la flambée des prix de l'énergie soulignent **l'extrême vulnérabilité des Européens et leur dépendance aux énergies fossiles**. Le développement insuffisant des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et la dépendance de l'Union européenne à des fournisseurs extérieurs empêchent l'Union européenne de maîtriser les prix de l'énergie qu'elle utilise¹. **41,1 % du gaz fossile, 26,9 % du pétrole et 46,7 % du charbon consommés en Europe proviennent de Russie**². Les dirigeants russes ne se cachent pas d'utiliser le levier énergétique dans le rapport de force avec l'Europe³. Plus généralement, 90 % du gaz fossile et 97 % du pétrole sont importés.

CHARBON
RUSSE
46,7 %

GAZ
RUSSE
41,1 %

PÉTROLE
RUSSE
26,9 %

En conséquence les prix de l'énergie explosent : **400 % supérieur à début 2021 pour le gaz fossile et 260 % pour l'électricité sur les marchés de gros**, impactant les consommateurs européens avec des augmentations moyennes respectives de 51 % et 30 %⁴. Le prix du baril de pétrole, quant à lui, a bondi à 98 dollars, le plus haut niveau depuis 2014. La flambée des prix de l'énergie qui pourrait faire basculer **80 millions d'Européens dans la précarité énergétique**.

80 millions
d'Européens
pourraient basculer
dans la précarité
énergétique

La taxonomie européenne ou le choix de la dépendance aux énergies fossiles

La suspension du gazoduc Nord Stream 2⁵ est un signal important dans ce contexte, mais ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. L'Union européenne a investi massivement dans les infrastructures gazières ces dernières années et continue de le faire, considérant le gaz fossile comme une "énergie de transition". Des projets gaziers équivalents à 87 milliards d'euros sont en cours de réalisation ou à l'étude⁶, ce qui renforcerait la dépendance du continent au gaz fossile provenant de Russie, d'Azerbaïdjan ou du Moyen-Orient. Cela alors que la Commission, elle-même, estime que l'Europe devrait **baïsser sa consommation de gaz fossile et de pétrole d'au moins 25 % et 30 % d'ici à 2030**⁷ pour respecter l'objectif climatique européen. L'Agence Internationale de l'Énergie⁸ va même plus loin en estimant que **les pays développés, et donc l'Europe, devraient sortir du gaz fossile d'ici à 2035**.

¹ IDDRI, Andreas Rudinger, [Hausse des prix des énergies. Quelles évolutions ? Quelles explications ? Et quelles conséquences pour les consommateurs et les politiques de transition écologique ?](#) IDDRI, 2021

² Commission européenne, <https://ec.europa.eu/eurostat/cache/infographs/energy/bloc-2c.html>, 2019

³ [Déclaration](#) de Dmitri Medvedev suite à la suspension du projet Nord Stream II par l'Allemagne

⁴ Euractiv, [LEAK: Energy prices will 'remain high and volatile until at least 2023'](#), EU Commission says, 2022

⁵ RFI, [L'Allemagne suspend l'autorisation du gazoduc Nord Stream 2](#), 22 février 2022.

⁶ [Europe Gas Tracker Report 2021](#)

⁷ Commission européenne, [Staff working document Stepping up Europe's 2030 climate ambition](#), 2020

⁸ AEI, [Net Zero by 2050 – Analysis - IEA](#), 2021

Pire, en février 2022, la Commission européenne a **labellisé le gaz fossile et le nucléaire comme des investissements de « durable » dans la taxonomie européenne**. Une **décision vivement critiquée** par de nombreux États membres, mais également par les experts sur la finance durable de la Commission européenne⁹, mais poussée par la France, alors en pleine contradiction avec les propos d'Emmanuel Macron à la COP 26 de Glasgow qui avait plaidé pour la fin des énergies fossiles¹⁰. **En conséquence, des milliards d'euros prévus pour la transition écologique risquent d'être détournés pour financer le gaz fossile et le nucléaire**. Cette décision paraît encore plus infondée, maintenant que notre dépendance aux énergies fossiles est exposée par la guerre en Ukraine.

La taxonomie reviendra à l'agenda sous la PFUE, notamment si une motion de rejet est demandée par certains États. La France et la Commission européenne doivent revoir leur copie en profondeur pour exclure le gaz fossile et le nucléaire. La taxonomie doit guider les investissements vers une indépendance énergétique.

L'impératif d'accélérer la transition énergétique

La guerre en Ukraine, ainsi que la flambée des prix de l'énergie devraient conduire la France à accélérer d'urgence les négociations du paquet climat européen¹¹. La PFUE a toutes les cartes pour accélérer la transition écologique de l'Union afin de rompre avec la dépendance du continent aux énergies fossiles. Tout retard dans les négociations risquerait de mettre à mal l'atteinte de l'objectif climatique européen pour 2030, mais aussi de faire perdurer la dépendance et la vulnérabilité des Européens face aux prix des énergies fossiles.

Les énergies renouvelables, le socle de l'indépendance énergétique

En atteignant 40 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique en 2030, **l'Europe pourrait économiser 136 milliards d'euros d'importations de gaz fossile, de pétrole, et de charbon d'ici à 2030¹²**. Elle devrait même aller plus loin au regard de la crise et atteindre 50 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique en 2030. Cette accélération est urgente et économiquement viable au vu du coût des énergies renouvelables, constamment en baisse. Par exemple, le coût des centrales solaires a chuté de 85 % entre 2010 et 2020¹³.



40%
d'énergies
renouvelables, c'est
136 milliards
d'euros
d'économie d'ici
à 2030

Certains pays européens comme le Portugal, l'Autriche ou encore la Suède sont sortis du charbon grâce à l'essor des énergies renouvelables. L'Allemagne semble prendre ce chemin en visant 100 % d'énergies renouvelables pour sa production électrique en 2035. Certains pays, comme la France, sont très en retard dans ce développement¹⁴.

⁹ Réseau Action Climat, [La France : fossile du jour à la COP 26 pour son action en faveur du gaz fossile en Europe](#), 2021

¹⁰ [EU Platform on Sustainable Finance response to complementary Delegated Act](#)

¹¹ Réseau Action Climat, [Le Green Deal face à la flambée des prix de l'énergie](#), 2021

¹² Commission européenne, [Etude d'impact sur la directive énergies renouvelables](#), 2021

¹³ IRENA [Renewable Power Generation Costs in 2020](#), 2020

¹⁴ Commission européenne, [EU overachieves 2020 renewable energy target - Products Eurostat News](#), 19 janvier 2022

Baisse de la consommation énergétique européenne, la mère des batailles

Pour réduire la dépendance européenne aux énergies fossiles, il est nécessaire d'accélérer la baisse de la consommation d'énergie. L'Europe a raté son objectif pour 2020 d'efficacité énergétique de 20 % par rapport à 2005 en raison de l'absence de normes minimales de performance énergétique des bâtiments au niveau européen, d'un taux très faible de rénovations énergétiques performantes, et de faibles gains d'efficacité dans les secteurs industriels et des transports.

Le secteur des bâtiments représente 40 % de la consommation d'énergie et 36 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau européen¹⁵. Le taux de rénovation énergétique des bâtiments européens est loin d'atteindre le rythme nécessaire : il se situe à environ 1 % du parc de bâtiments par an (dont seulement 0,2 % de rénovations performantes), alors qu'il faudrait atteindre **3 % de rénovations performantes par an** pour être en ligne avec l'Accord de Paris et pour contribuer à éradiquer la précarité énergétique. Il est ainsi nécessaire de favoriser les rénovations performantes en définissant un cadre réglementaire fort dans les Directives Efficacité énergétique et Performance énergétique du bâtiment, notamment en introduisant des **normes minimales de performance énergétique ambitieuses**.

Veto de la Pologne sur le paquet ?

Certains pays européens profitent de cette situation pour accuser la politique climatique d'être responsable de la flambée des prix de l'énergie. **La Pologne notamment part à l'offensive contre le marché carbone européen et menace le paquet climat d'un « veto »¹⁶.** Bien qu'elle ne puisse pas formellement en mettre un, elle risque de vouloir faire monter le sujet au niveau du Conseil européen, c'est-à-dire des Chefs d'État et de gouvernement, afin d'embourber les négociations.

Moins de 1/5 de la hausse du prix de l'électricité provient de la hausse du prix du CO₂

Pourtant, le marché carbone européen sur l'industrie et l'électricité (ETS 1) n'a que modérément contribué à la hausse des prix de l'énergie. Malgré une augmentation du prix approchant les 100 € la tonne de CO₂ en décembre, son impact reste faible sur les prix de l'énergie : **moins de 1/5 de la hausse du prix de l'électricité provient de la hausse du prix du CO₂ sur le marché carbone européen**, soit neuf fois moins que la hausse des prix du gaz fossile¹⁷.

La France ne devrait pas céder aux sirènes de la Pologne et laisser le paquet dérailler.

Au contraire, elle devrait mettre en avant les bénéfices d'une transition accélérée : la Pologne bénéficie de revenus très importants à travers le marché carbone européen¹⁸, qu'elle pourrait réinvestir dans la transition.

¹⁵ Directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex:32010L0031>

¹⁶ Réaction du gouvernement polonais dans la presse, le 18 janvier 2022 [Pakiet Fit for 55. PiS buduje koalicję państw w sprawie programu Komisji Europejskiej](#) - Wiadomości

¹⁷ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021DC0660&from=EN>

¹⁸ Instrat - Foundation for Strategic Initiatives, [4B PLN in one month – Instrat](#), 2021

La taxe carbone aux frontières, le risque d'une coquille vide pour le climat

Le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF)

Parfois aussi appelé taxe carbone aux frontières, il vise à appliquer le même prix du CO₂ aux produits industriels importés qu'aux produits fabriqués en Europe et couverts par le marché carbone européen (ETS). L'idée serait donc de protéger les industriels européens face à une concurrence internationale qui n'aurait pas les mêmes contraintes environnementales. Ce mécanisme entrerait en fonction à partir de 2026 et ne serait pleinement effectif qu'en 2035 selon la proposition de la Commission. Il concernerait cinq secteurs : l'acier et le fer, le ciment, les engrais chimiques, l'électricité et l'aluminium.

Calendrier

Prévu à l'origine à l'ordre du jour du **Sommet exceptionnel des 27 États membres des 10 et 11 mars**, le sujet devait être par la suite approfondi lors du Conseil des ministres de l'économie le 15 mars. Les nouveaux impératifs de l'Union liés à la réponse relative à la guerre en Ukraine devraient modifier l'agenda de ces réunions.

Un totem électoral qui occulte les vraies réformes pour le climat

La taxe carbone aux frontières est un « totem politique » en France : proposition portée par tous les Présidents de la République depuis 2007, elle rassemble l'ensemble du spectre politique français. Un accord des 27 avant l'élection présidentielle serait vu comme une victoire importante pour Emmanuel Macron, étant donné qu'il en a fait **la priorité « climat » de la PFUE, quitte à occulter le reste du paquet climat européen, bien plus structurant pour le climat**. Une déclaration commune des Chefs d'État et de gouvernement en mars est l'un des objectifs de la présidence française. Bien qu'il s'agisse d'une priorité pour Emmanuel Macron, **une victoire sur le prix du CO₂ aux frontières de l'Union européenne seule ne suffira pas à faire de la Présidence française un succès pour le climat**.

Un accord rapide en vue des élections au détriment du climat ?

Néanmoins, **un accord bon pour le climat ne peut pas être obtenu à n'importe quel prix**. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières va de pair avec la réforme du marché carbone européen (ETS 1) car le même prix du CO₂ devra s'appliquer aux industriels européens et à ceux en dehors de l'Union afin d'être compatible avec le droit de l'OMC¹⁹. Or, **94 % des émissions de gaz à effet de serre de l'industrie européenne bénéficient aujourd'hui de permis à polluer gratuits**²⁰, c'est-à-dire que les industriels européens ne payent pas le prix de leurs émissions sur le marché carbone européen. Cette situation risque de perdurer encore 15 ans au vu de la proposition de la Commission, qui prévoit une

¹⁹ Réseau Action Climat, « [Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne - En faire un véritable outil pour l'action climatique](#). », juillet 2021.

²⁰ Jacques Delors Institute, E3G, [No more free lunch Ending free allowances in the EU ETS to the benefit of innovation](#), 2022

suppression graduelle des permis à polluer gratuits jusqu'en 2035. Pour éviter de cumuler permis à polluer gratuits et mécanisme carbone aux frontières, la Commission propose une mise en œuvre très lente du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, devant être pleinement en fonction seulement en 2035, rendant la plus value climatique extrêmement limitée.

Bien que la France soit en faveur d'une suppression plus rapide des permis à polluer gratuits dans la réforme du marché carbone, en privilégiant la rapidité des négociations et un accord sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières dès mars, **Emmanuel Macron risque d'obtenir une coquille vide pour le climat car le coeur du sujet, c'est-à-dire la réforme du marché carbone et donc des permis à polluer gratuits pour les industriels européens, n'aura pas été traité.** Selon la Commission, **sans la suppression totale des permis à polluer gratuits en Europe, « la taxe carbone aux frontières » ne fera baisser les émissions de gaz à effet de serre européennes que de 1 % d'ici à 2030²¹.** De quoi faire perdurer un *statu quo* pour l'industrie européenne, dont les émissions de gaz à effet de serre stagnent depuis 10 ans.

-1%
des émissions de GES
en 2030 seulement à
travers le mécanisme
carbone aux
frontières
de l'UE

Pour une vraie taxe carbone aux frontières efficace pour le climat, **les permis à polluer gratuits devraient être supprimés dès 2023.** Par ailleurs, les revenus engendrés par le mécanisme devraient être intégralement redistribués pour aider les pays hors de l'Union européenne à décarboner leurs secteurs industriels, en particulier les pays voisins les plus impactés comme l'Ukraine, les Balkans ou l'Afrique du Nord, ainsi que les pays les plus pauvres.

²¹ Commission européenne, [Staff working document - Executive summary of the impact assessment report](#), Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a carbon border adjustment mechanism, 2021

Le marché carbone pour les carburants et le chauffage (ETS 2) : risque social et politique en vue pour la PFUE

Le Système d'échange de quotas d'émission sur le transport et le bâtiment (ETS2)

Aussi appelé marché carbone sur les carburants et le chauffage, il fixera un prix du CO₂ payé par tous les ménages européens lorsqu'ils se rendront à la pompe ou qu'ils chaufferont leur foyer au fioul ou au gaz fossile. L'imprévisibilité et la fluctuation de ce prix du CO₂ sur le marché rendent l'impact sur les ménages particulièrement difficile à anticiper et à compenser, créant un risque social majeur. Ce marché carbone est accompagné d'un Fonds social pour le climat, censé compenser une partie de l'impact, mais dont le montant est plafonné à 72,2 milliards d'euros sur 7 ans alors que le prix du CO₂, lui, pourrait flamber. Le marché carbone rentrerait en fonction en 2026.

Calendrier

Les ministres européens de l'environnement ont commencé à déminer le sujet lors du Conseil informel d'Amiens les 20 et 21 janvier. Le **Conseil des ministres européens de l'environnement du 17 mars** devrait être le moment des premiers compromis.

Un dossier explosif politiquement

Les États européens sont profondément divisés sur la création de ce marché. D'un côté l'Allemagne, le Danemark et l'Autriche le soutiennent tout en s'opposant à la création d'un Fonds social pour le climat. De l'autre côté, les pays d'Europe centrale et orientale et du Sud de l'Europe s'opposent à ce marché car il aggraverait la précarité énergétique. **Faute de majorité claire pour ou contre, le marché carbone pour le chauffage et le bâtiment risque de bloquer l'ensemble du paquet climat**, car ce texte est lié au marché carbone sur l'industrie et l'électricité, pilier de la politique climatique européenne. **La France doit donc jouer le rôle de « démineur » dans ce dossier pour trouver une porte de sortie** afin de rendre la transition des transports et du bâtiment socialement juste.

Les ingrédients du cocktail « gilets jaunes » réunis

Cette proposition réunit tous les ingrédients qui ont conduit au mouvement des Gilets jaunes en France en 2018 : un prix du CO₂ injuste et mal calibré, des permis à polluer gratuits pour les grands-pollueurs comme l'aviation ou l'industrie, et l'usage des recettes pour financer d'autres politiques que la transition juste.

+273€
Sur la facture
énergétique des
ménages
français
par an

Le prix du CO₂ sur le marché carbone risque d'être un piège social qui aggraverait la précarité énergétique en Europe. En moyenne pour un prix du CO₂ autour de 80 € la tonne, **un ménage français devrait payer environ 273 euros de plus par an sur ses factures énergétiques**. Certaines études

estiment qu'il pourrait atteindre entre 120²² et 250²³ euros la tonne en 2030, un niveau prohibitif, qui, ajouté à la forte volatilité du prix du CO₂ sur le marché carbone pourrait avoir des conséquences sociales majeures pour les ménages n'ayant ni la capacité d'anticiper la hausse de leurs factures, ni la capacité d'investir dans des solutions à faibles émissions pour se chauffer ou se déplacer. **Les plus précaires et les plus dépendants aux énergies fossiles seront piégés par ce prix du CO₂.** C'est notamment le cas pour les locataires qui paieront le prix du CO₂ alors qu'ils ne sont responsables ni de la rénovation de leur logement, ni du système de chauffage.

25 % des revenus de ce marché carbone seront fléchés vers **le remboursement de la dette COVID** et notamment du plan de relance européen, contrairement aux promesses des Chefs d'État et de gouvernement européen de ne pas faire reposer la dette COVID sur les contribuables²⁴. Alors que les ménages paieront dès 2026, les industriels ne contribuent pas à cet effort, bénéficiant de permis à polluer gratuits jusqu'en 2035.

Sortie par le haut ? Préparer plutôt que réparer

La France doit explorer des alternatives à ce marché carbone afin de soutenir les ménages, notamment les plus modestes dans la transition, plutôt que de leur faire payer le prix du CO₂. Tant que la rénovation performante des logements, le changement de chauffage, le développement du véhicule électrique, y compris d'occasion, ne sont pas amplifiés, le prix du CO₂ sera un piège. **Ajuster la temporalité, par exemple en repoussant le marché carbone sur les carburants et le chauffage à après 2030 est essentiel pour laisser le temps aux solutions de la transition d'émerger.** Le Fonds social pour le climat doit être un outil d'investissement pour lutter contre la précarité énergétique et soutenir les ménages les plus modestes. Enfin, après 2030, le prix du CO₂ doit être encadré pour éviter des fluctuations dangereuses pour le budget des Européens.

²² Cambridge Econometrics : Exploring the trade-offs in different paths to reduce transport and heating emissions in Europe, 2021

²³ Matthes, F. : Pricing carbon: An important instrument of ambitious climate policy. In: Publication Series Ecology, Heinrich-Böll-Stiftung. Jg. 48, 2020

²⁴ [Plan de relance européen : Emmanuel Macron assure que le contribuable français ne remboursera pas la dette - Capital.fr](#), 2020

Les freins de Paris sur la fin de vente des véhicules essences, diesels et hybrides neufs en 2035

Normes de performance en matière d'émissions de CO₂ pour les véhicules particuliers

Le « Fit for 55 » prévoit de réduire les émissions de gaz à effet de serre des véhicules européens, en interdisant notamment la vente des véhicules essences, diesels et hybrides neufs en Europe et en favorisant donc l'essor du véhicule à faible émission.

Calendrier

Ce sujet n'a pas encore été abordé, mais pourrait l'être lors du Conseil du **17 mars 2022**.

La France, le pied sur le frein

Suite à une réunion le 12 juillet 2021, Emmanuel Macron a décidé de suivre la position des constructeurs automobiles français sur ce texte, en repoussant la date de fin de vente de 2035 à 2040 pour les véhicules hybrides neufs. **Une position française de plus en plus isolée** puisque même l'Allemagne, autre grand pays automobile, soutient 2035. La Belgique, le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède soutiennent même 2030.

1/11

Grâce au règlement européen, une immatriculation sur onze est un véhicule électrique

La faible priorité affichée pour ce texte est inquiétante étant donné le gain climatique. Les normes de CO₂ européennes ont forcé les constructeurs automobiles à prendre le virage du véhicule à faibles émissions en Europe. **Grâce à ce règlement européen, 1 immatriculation sur 11 est électrique en Europe²⁵. Ce serait une erreur de la part de la France de ne pas faire aboutir ce chantier du paquet climat avant la fin de la PFUE**, d'autant que l'Europe doit réduire sa dépendance au pétrole, en particulier russe.

Une position française à l'encontre du climat et de l'emploi

Or, pour le climat, chaque année compte. Selon une étude de Carbone 4, **seule une date avancée à 2030 permettrait maximiser nos chances de respecter le budget carbone de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et le budget carbone européen « Fit for 55 »²⁶**. Le cycle de vie d'un véhicule étant de 15 ans, toute année supplémentaire pour la vente de véhicules fossiles menacera le respect de nos objectifs climatiques et devra être compensée par des efforts additionnels sur d'autres leviers, et notamment le report modal.

Sur le **front de l'emploi**, argument souvent agité pour éviter la transition dans le secteur automobile, une étude de la CFDT Métallurgie et de la Fondation pour la Nature et l'Homme montre que **seule la transformation d'ici à 2035 du secteur vers le véhicule à faible émissions permet d'enrayer le déclin du secteur et de créer de nouveaux emplois²⁷**.

²⁵ Transport et Environnement, [Battery electric cars climb to 9% of sales, driven by EU targets](#), 2022

²⁶ Étude Carbone 4, Réseau Action Climat, [Fin de vente des véhicules neufs essence et diesel : quelle échéance pour respecter les objectifs climatiques](#), 2022

²⁷ Fondation pour la Nature et l'Homme et CFDT Métallurgie, [Automobile : notre scénario pour une transition juste](#), 2021

Révision des règles budgétaires européennes : quelle place pour le climat ?

Le Pacte de Stabilité et de Croissance

Depuis 1997, les pays membres de l'union économique et monétaire européenne se soumettent aux règles du Pacte de stabilité et de croissance, qui a pour mission d'éviter les écarts budgétaires entre les États membres de l'Union européenne. Il impose notamment aux États un déficit budgétaire ne devant pas excéder les 3 % du PIB, et une dette publique qui doit rester en dessous des 60 % du PIB. Si un État excède ces règles, il est tenu, l'année suivante, de réorganiser ses dépenses nationales pour revenir dans la légalité des règles européennes.

Calendrier

L'évolution de ces règles budgétaires européennes sera discutée les **10 et 11 mars lors du Sommet informel des Chefs d'État et de gouvernement** sur le modèle européen de croissance et d'investissement pour 2030, puis le sujet devrait être évoqué au Conseil des ministres de l'économie et des finances de l'Union européenne le 15 mars.

Rapport de force difficile

Emmanuel Macron souhaite convaincre ses partenaires européens des bienfaits d'une réforme des règles budgétaires européennes et obtenir *a minima* une déclaration commune des 27 Chefs d'État et de gouvernement allant dans ce sens. Cela ne sera pas simple : certains pays ont déjà montré leurs réticences à cette réforme dans le passé, en particulier les pays « frugaux » (Pays-bas, Suède, Danemark et Autriche). L'Allemagne est quant à elle réservée et la position officielle n'est pas claire au sein de la coalition, entre celle défendue par le ministre des finances Lindner et celle du Chancelier Scholz. Enfin, l'Italie et la France tentent tant bien que mal de convaincre.

Néanmoins, un sujet pourrait rassembler autour de la réforme : le climat. Les ONG françaises et allemandes ont publié [une déclaration conjointe](#) afin de rappeler les besoins de financement de la transition écologique et l'impossibilité de réaliser les objectifs climatiques dans le cadre des règles budgétaires actuelles. Un argument puissant en faveur de la renégociation de ces règles, puisque **seule une modification des règles budgétaires permettra de sortir de cette impasse qui impose aux Européens de se conformer à la fois aux objectifs climatiques et aux règles budgétaires.**

Réformer les règles budgétaires : une opportunité pour le climat

Ces règles, jugées trop complexes et obscures (notamment par Emmanuel Macron²⁸) **sont obsolètes en raison de la crise sanitaire et incompatibles pour atteindre nos**

²⁸ Financial Times, "[Mario Draghi and Emmanuel Macron: The EU's fiscal rules must be reformed | Financial Times](#)", December 2021

520
milliards d'euros
Le montant minimum
à engager par an pour
la transition
verte

objectifs climatiques. La Commission européenne indique en effet qu'il faudrait engager **au moins 520 milliards d'euros d'investissements publics et privés supplémentaires par an pour la transition verte**²⁹, et la Cour des Comptes européenne estime qu'il faudrait 1000 milliards d'euros par an, jusqu'en 2050 pour atteindre les objectifs du « Fit for 55³⁰ ». Avant même la pandémie de COVID-19, les règles budgétaires étaient critiquées et enfreintes en moyenne une année sur deux par les États membres de l'Union européenne. Les besoins financiers engendrés par l'arrivée du coronavirus en Europe ont entraîné l'activation de la *General Escape Clause*, qui permet de sortir momentanément des règles pour apporter une réponse à une crise.

²⁹ Commission européenne, « Communication from the Commission to the European parliament, the Council, the European Central Bank, the European Economic and Social Committee, the Committee of the Regions - The EU economy after COVID-19: implications for economic governance », 19 octobre 2021. Site de la Commission européenne, valide au 14 janvier 2022.
https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/economy-finance/economic_governance_review-communication.pdf

³⁰ European Court of Auditors, "Sustainable finance: More consistent EU action needed to redirect finance towards sustainable investment", September 20th, 2021, p.7.
https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21_22/SR_sustainable-finance_EN.pdf

L'opération pro-nucléaire de la France qui pollue la PFUE

Censée être relativement neutre, la Présidence française a prouvé qu'elle pouvait servir de tribune aux intérêts de certaines industries françaises en particulier le nucléaire. C'est notamment le cas sur la taxonomie européenne.

Conférence sur le « nucléaire et la finance durable », la France divise

Cette offensive de la France en faveur du nucléaire prend également la forme d'une conférence européenne les 8 et 9 mars sur l'avenir de la filière et son financement. Une initiative qui divise un peu plus les États membres, qui voient **la Présidence française comme le Cheval de Troie de l'industrie nucléaire**. Cela risque de coûter cher à Paris sur de nombreux dossiers : comment convaincre les « Frugaux » et l'Allemagne de réformer les règles budgétaires si c'est pour financer de nouveaux réacteurs.

La PFUE ne doit pas servir de tribune au nucléaire, sinon elle risque de faire dérailler les négociations en créant la défiance vis-à-vis de Paris.

CONTACTS PRESSE

Réseau Action Climat

Neil Makaroff

06 83 26 43 32

neil.makaroff@reseauactionclimat.org

Greenpeace France

Héloïse Pichon

06 22 83 49 79

heloise.pichon@greenpeace.org

Le CLER, réseau pour la transition énergétique

Stéphanie Cayrol

06 63 75 33 89

stephanie.cayrol@cler.org

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique

